

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 13/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS EDILIANS**

RD 65  
Lieu-dit Mulatié  
31490 Léguevin

Références : 81-CARMIN-2023-29  
Code AIOT : 0006801419

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement SAS EDILIANS implanté Carrière de Séverac Route de Cabanès 81220 Damiatte. L'inspection a été annoncée le 17/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS EDILIANS
- Carrière de Séverac Route de Cabanès 81220 Damiatte
- Code AIOT : 0006801419
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'argile de Séverac fournit pour partie les matériaux nécessaires à l'usine de Damiatte qui produit des tuiles en terre cuite. Les campagnes d'extraction annuelles ainsi que l'apport en inertes extérieurs (issus des rebus de l'usine) pour la remise en état sont sous traités par la même entreprise.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 2023 Gestion des eaux (arrêté sécheresse, recyclage, rejets dans le milieu naturel, prélèvements, analyses,...) ;
- Action régionale 2023 Aire de ravitaillement et d'entretien ;
- Bruits et vibrations ;
- Suites de la dernière inspection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Bornage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 5	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Remblayage de carrière :	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Prévention des émissions de poussières – principes généraux	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Remise en état :	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence:

- l'absence d'adéquation entre les légendes du plan d'exploitation et les éléments reportés;
- l'absence de justification du bornage sur la partie Est de la carrière;
- l'absence de justification relative à l'innocuité des retombées poussières issus de l'exploitation;
- l'absence d'aménagement de point de prélèvements et d'analyse pour les eaux rejetées dans le milieu extérieur au niveau du bassin de décantation;
- l'absence de tri pour séparer et évacuer les conditionnements plastiques des refus de l'usine de tuiles.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> A l'occasion de la visite de terrain, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'implantation des bornes sur la partie Est de la carrière. Selon lui, cette situation a pour origine l'activité agricole sur ce périmètre dans l'attente de l'exploitation des phases quinquennales 2, 3 et 4. Il appartient à l'exploitant de justifier cette implantation avec si nécessaire une nouvelle implantation par un géomètre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Remise en état :

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise en état :
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>12.2. Remise en état :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.</p> <p>Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en sécurité des fronts de taille ;</li> <li>- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;</li> <li>- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté sur la partie Nord de la carrière un usage agricole consécutif à son exploitation pour une activité carrière. Cette zone ainsi réaménagée est toujours dans le périmètre ICPE de la carrière. Par ce nouvel usage, l'inspection des installations classées propose de faire une cessation partielle d'activité pour sortir cette zone du périmètre ICPE. Une clôture ou tout autre dispositif équivalent devra matérialiser cette séparation pour respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, notamment le contrôle des accès pendant les heures d'activité et leur interdiction en dehors des heures ouvrées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Remblayage de carrière :**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage de carrière :</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>12.3. Remblayage de carrière :</p> <p>I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p> <p>II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;</li> <li>- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.</li> </ul> <p>III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de son réaménagement, la carrière accepte des déchets inertes extérieurs. Ces déchets sont très majoritairement issus des refus de l'usine de tuile à proximité, alimentée pour parties par les matériaux de la carrière.</p> <p>Cependant, il a été constaté de nombreux conditionnements en plastique sur la zone d'accueil des inertes, ces derniers ayant pour origine le process de refus de l'usine de tuile.</p> <p>L'inspection des installations classées demande la transmission d'une procédure visant à ne plus accueillir ces plastiques et leur évacuation pour ceux déjà présents sur le site.</p> <p>Par ailleurs, pour les matériaux issus de la carrière et faisant retour sous la forme de refus dans le cadre de son réaménagement, il peut être admis que l'exploitant ne renseigne pas le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Registres et plans des carrière à ciel ouvert

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registres et plans des carrière à ciel ouvert
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Registres et plans de carrières à ciel ouvert</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- les zones remises en état ;</li> <li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées son plan d'exploitation actualisé pour l'année 2023.</p> <p>Les légendes mentionnées ne correspondent pas aux différents reports mentionnés dans la prescription contrôlée.</p> <p>En outre, la borne de nivellement n'est pas reportée conformément aux dispositions de l'article AP2 bornage de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 octobre 2014.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de produire un plan d'exploitation avec des légendes en adéquation avec les reports, et l'implantation de la borne de nivellement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)
<b>Prescription contrôlée :</b> 18.2.3. Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) : I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>- la température est inférieure à 30 °C ;</li><li>- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;</li><li>- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;</li><li>- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).</li></ul> Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes. L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. II. - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. III. - L'arrêté d'autorisation précise le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet. Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique du rejet. Il fixe la fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser.
<b>Constats :</b> La carrière abrite un bassin de décantation avant rejet dans le milieu extérieur. L'exploitant n'a pu justifier d'un point de prélèvement et d'analyse des eaux avant rejet. Il appartient à l'exploitant d'aménager un point de prélèvement accessible et de faire réaliser une analyse dans le respect de la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Prévention des émissions de poussières – principes généraux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières – principes généraux
<b>Prescription contrôlée :</b> 19.1. - Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible. La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs. En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère. Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de mesure des retombées de poussières issues de son activité. Il ne peut ainsi justifier que son activité ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre une campagne de mesure des retombées poussières. Pour ce faire, l'inspection des installations classées propose de s'appuyer sur le mode opératoire prévu pour l'établissement d'un plan de surveillance des émissions de poussières, selon les dispositions des articles 19.5 à 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois